

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 / cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

NON ! L'AFRIQUE N'EST PAS PAUVRE, ELLE EST PILLEE !

Dans les manuels scolaires occidentaux, les élèves apprennent que « *l'Afrique est un continent pauvre* » ! Les éminents géographes qui réalisent ces ouvrages et les inspecteurs qui en contrôlent la validité sont évidemment conscients qu'il s'agit là d'une énorme contre-vérité.



Manifestation contre le groupe AREVA au Niger

L'Afrique, un continent pauvre, disent-ils ! Pensez-vous un seul instant qu'ils ignorent les quantités d'or, d'argent, d'aluminium, d'étain, de nickel, de gypse, de diamants, de cuivre, de chrome, de coltan, d'uranium, de manganèse, de bauxite, de pétrole, de calcaire - Faut-il continuer la liste ? - dont regorge le sous-sol du continent et qui sont pillées par les multinationales occidentales ?

Ne sauraient-ils pas que, pendant que les peuples africains connaissent la faim, ces dernières, avec la complicité des institutions internationales, planifient la destruction de l'agriculture paysanne et imposent des cultures dont les produits sont destinés à nourrir et enrichir les « pays du nord » ?



Les personnes averties et honnêtes, en tout cas, savent que l’Afrique est un continent extrêmement riche habité par une population maintenue, en grande majorité, dans une cruelle pauvreté à cause du pillage impérialiste que subissent les pays africains.

Nous avons commencé notre article en parlant des manuels scolaires pour montrer que c’est depuis la plus petite enfance que les colonialistes commencent le lavage de cerveau leur permettant de conditionner leurs propres peuples. Leur école, on le sait, a toujours été utilisée pour propager leur idéologie raciste et justifier leur domination. Mais, l’entreprise de désinformation massive qu’ils mènent pour aliéner les opinions et les élites, s’appuie autant sur leurs universitaires, leurs économistes et leurs journalistes qui sont parvenus à imposer au monde entier de faux critères d’analyse pour parler de la « richesse » ou du « développement » d’un pays. Nous avons mis en avant l’exemple du continent africain parce qu’il est

particulièrement significatif. Mais la même problématique concerne tous les pays dominés.

Pour empêcher toute réflexion sur les conséquences - à court comme à long terme - du capitalisme et du libéralisme, sur les questions de partage des revenus, de qualité de la vie, d’harmonie avec l’environnement, en illusionnistes experts, ils détournent l’attention sur les leurres des « PIB », « PNB » et autres « taux de croissance ». Pour détourner des aspirations au véritable bien-être physique et mental, ils font miroiter le modèle d’un prétendu développement qui se manifesterait par une hyper-industrialisation, par la multiplication d’infrastructures tapageuses, par la possibilité de consommer avec voracité tout et n’importe quoi.

Autrement dit, plus on saccagerait l’humanité, plus on serait riche et développé !

Tournons leur le dos avant qu’il ne soit trop tard !



PAWOL FONDOK

« L’honneur d’un pays ne réside pas dans la beauté de ses monuments mais bien dans le fait que tous ses habitants aient un toit. »

L’Abbé Pierre

INITIATIVES ALTERNATIVES

♦ UNE BELLE OCCASION DE NOUS RAPPROPRIER NOTRE HISTOIRE !

Le mercredi 9 octobre 2019, le Comité Ti-Jo Mauvois^(*) a tenu une conférence de presse à la Mairie de Schœlcher pour présenter la quatrième édition de son jeu-concours qui se déroulera en avril 2020 autour du thème : « La Martinique Antan Robè (1939-1943), organisation, créativité et résistances ». Nous re prenons ci-dessous les éléments essentiels communiqués à l'occasion de cette conférence de Presse.

Objectif du jeu-concours :

Permettre au plus grand nombre de s'interroger sur les événements qui ont structuré la société martiniquaise, de l'époque amérindienne à nos jours.

Rappel des premières éditions :

- 2015 - Thème : Le code noir (62 inscrits)
- 2016 – Thème : Résistances des esclaves au système esclavagiste du 17^{ème} siècle à l'abolition (174 inscrits)
- 2018 – Thème : Regard sur les habitations des débuts de la colonisation à nos jours- Espaces, mémoire collective et construction identitaires » (444 inscrits)

Inscription et épreuves :

Les inscriptions sont possibles depuis le 10 octobre et jusqu'au 15 mars 2020 à minuit. Pour les scolaires, elles se feront par l'intermédiaire des professeurs intéressés et du Rectorat de l'Académie et, pour les candidats

libres, par courrier électronique à l'adresse suivante :

concourstijomauvois@gmail.com

Les épreuves se dérouleront le 2 avril 2020 pour les scolaires et le 04 avril pour les candidats libres jeunes ou adultes. Pour cette dernière catégorie les candidats pourront se présenter en équipes Familles ou groupes d'amis (es).

Préparation des épreuves :

Une brochure regroupant des documents permettant la préparation du concours et sur lesquels porteront les questions sera adressée ou remise aux candidats dès leur inscription.

Le Comité, en collaboration avec ses partenaires, programmera également des conférences sur les thèmes suivants :

- La dissidence en Martinique à l'occasion de la seconde guerre mondiale,
- La vie quotidienne en Martinique Antan Robè,



- Fanon, Manville, parcours de dissidents,
- Littérature et dissidence.

Récompenses :

Les gagnants seront récompensés par des lots de différentes natures lors d'une cérémonie officielle qui aura lieu au mois de mai 2020.

Les enseignants, les associations, les particuliers intéressés par ce jeu-concours sont invités à contacter le Comité Ti-Jo Mauvois à l'adresse ci-dessous :

28 avenue des sucriers- Gros Raisin, 97228 - Sainte-Luce ou par mail (adresse indiquée plus haut).

^(*) Le COMITE TI-JO MAUVOIS, composé d'historiens et de passionnés d'histoire de tous horizons, a été constitué pour honorer Georges Bernard Mauvois dit Ti-jo, professeur d'histoire, chercheur, militant politique et syndical né en 1949 et qui nous a quittés le 6 décembre 2011.



Quelques membres du Comité Ti-Jo Mauvois lors de la conférence de presse.

◆ PUISSANTE MANIFESTATION POUR DENONCER LES EMPOISONNEURS ET EXIGER REPARATION

Le samedi 12 octobre 2019, ils et elles étaient des centaines à avoir répondu à l'appel du MIR (Mouvement international pour les Réparations) et du Collectif « Zéro Chlordécone, Zéro poison ».

Dès 8 heures du matin, un premier groupe de manifestants se rassemblait aux abords de l'ARS (Agence Régionale de Santé) pour se diriger ensuite vers le centre-ville où le MIR avait appelé la population à se regrouper. En traversant les rues de la ville, le cortège a pu vérifier le soutien unanime de la population à la cause défendue.



Devant la cour de l'ancien Palais de la justice, la foule, composée en grand nombre de jeunes, était très dense. On a pu remarquer la présence de nombreux artistes et animateurs de mouvements sociaux. A noter, une fois encore l'engagement conséquent du groupe Tanbou Bô Kannal dont les percussions galvanisaient les manifestants.

Les intervenants, en particulier Garcin Malsa, Maître Claudette Duhamel et Dr Josiane Jos-Pélage ont rappelé les éléments prouvant que l'empoisonnement de la population et de l'environnement sont indiscutables.



Ils ont rappelé qu'il a été commis en toute connaissance de cause, ce qui justifie amplement le droit à réparation. Une pétition a été signée massivement par les participants pour exiger celle-ci. Après l'audition de nombreux témoignages, les manifestants se sont séparés, non sans avoir pris l'engagement d'organiser de nouvelles actions pour contraindre l'Etat Français à répondre aux revendications des victimes de son crime.



■ Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tues !

Si les médias occidentaux soutiennent avec tant d'acharnement ceux qu'ils appellent les « militants-pro-démocratie » de Hong Kong, cela n'est certainement pas innocent. On le comprendra mieux en lisant l'extrait ci-dessous, tiré d'un article de « Radio Havane Cuba » datant du 13/09/2019. Il nous révèle les fréquentations des principaux meneurs du mouvement.

«... Par exemple, un des leaders des troubles, Joshua Wong, a des liens étroits avec des fonctionnaires étasuniens, d'extrême droite et des ennemis farouches de la Chine : Marco Rubio et Tom Cotton. L'académicien britannique John Ross, a signalé que Marco Rubio s'est entretenu avec Joshua Wong en 2016 quand Donald Trump avait été élu président, donc voyez depuis quand datent les tonnerres. Cela fait trois jours, Wong a été pris en photo à Berlin à côté de Raed Al Saleh, chef de file des



Attaque « pro-démocratique » du parlement de Hong Kong

« casques blancs », un groupe qui opère en territoire syrien occupé par des bandes terroristes et qui a été accusé d'avoir des liens avec Al Qaïda.

Un autre chef des protestations prétendument spontanées est Martin Lee, qui reçoit de l'aide de la National Endowment for Democracy, NED, qui est financée, comme chacun sait, avec des fonds fédéraux.

S'ajoutent à la liste Nathan Law et Agnes Chow qui ont été reçus à Washington par le président du Comité des Questions Extérieures de la Chambre des Représentants, Eliot Engel, par le vice-président Mike Pence, par le secrétaire d'état Mike Pompeo, par l'ex-asseur de Sécurité Nationale, John Bolton et par le sénateur Marco Rubio. (...)

■ Le Régime Français dans toute sa splendeur : Pendant que Macron baratine, Bolloré pille !

Depuis 2015, des paysans cambodgiens ont intenté une action en justice en France contre le groupe de Vincent Bolloré. Où en est le procès ? En avez-vous entendu parler ? Il ne faut surtout pas attendre sur les empires médiatiques contrôlés par les multinationales pour nous tenir informés à ce sujet ! Ce que nous savons, nous, c'est que le 12 février 2019, le procès a été renvoyé, une fois de plus, parce que le consulat français a refusé le visa aux plaignants qui devaient y participer ! Jik An Bout vous rappelle les faits rapportés par Gérard Le Puill au début de la procédure. (Source L'Humanité 30 juillet 2015)

« (...) Une cinquantaine de paysans cambodgiens estime que leurs droits ont été piétinés par Bolloré qui développe la culture de l'hévéa sur la commune de Bousra à l'est du pays. Cette plante sert à produire du caoutchouc. Pour développer cette production agro-industrielle, une co-entreprise

franco-cambodgienne a été créée et porte le nom de « Socfin-KCD ». Elle est née avec l'accord du gouvernement cambodgien. Outre l'hévéa, cette entreprise produit aussi de l'huile de palme, une des activités en plein développement dans le groupe Bolloré au Cambodge, en Indonésie et dans plu-

sieurs pays africains dont le Cameroun. D'où les « expropriations » et les « déplacements de populations » dont sont victimes les paysans cambodgiens qui demandent des « restitutions de terres » et des « indemnités », selon leur avocat maître Fiodor Rilov.

Le 5 juin 2015, une manifestation de protestation s'était déjà déroulée devant le siège du groupe Bolloré à la Défense. Il s'agissait cette fois de dénoncer les saccages de la « Socapalm » dont le groupe Bolloré est un des actionnaires et qui exploite au Cameroun 26.000 hectares de palmiers à huile. « Socapalm » est aussi une filiale de « Socfin », firme luxembourgeoise dont Bolloré déteint 39% des parts. En avril dernier le travail avait été bloqué dans les plantations de Dibombari au Cameroun par des ONG et des paysans privés de terres qui demandaient qu'on leur rétrocède une partie des superficies que l'Etat camerounais a attribué à la « Socapalm ».



Neuvième fortune de France avec plus de 11 milliards d'euros, Vincent Bolloré développe à travers le monde une activité prédatrice qui consiste à accaparer des terres agricoles et à défricher des forêts primaires pour y développer des cultures de rente comme l'hévéa et le palmier à huile. Outre la spolia-

tion des populations privées de leurs terres nourricières et souvent contraintes à l'immigration vers des bidonvilles, les activités du groupe Bolloré sont aussi fortement émettrices de gaz à effet de serre. On peut donc dire que la fortune de Vincent Bolloré se constitue en accélérant le réchauffement climatique dont les populations pauvres sont aussi les premières victimes. Voilà de quoi développer un excellent plaidoyer devant le tribunal de grande instance de Nanterre. »

■ Une leçon de dignité !

Plusieurs révélations ont confirmé que c'est bien à la suite d'un complot et d'un procès truqué que l'ancien président brésilien, Luis Inacio Lula Da Silva, a été condamné de 8 ans et 6 mois de prison. Sous la pression des manifestations populaires et des prises de position venant d'institutions internationales et d'éminents défenseurs des droits humains, le Parquet Anti-corruption du Brésil a proposé que lui soit appliqué un régime de semi-liberté. Lula, incarcéré depuis le 7 avril de l'année dernière, a réagi à travers une lettre lue par son avocat Cristiano Zanin. Nous vous proposons des extraits d'un article de « Prensa Latina » qui en rend compte.

« Convaincu de la fausseté et de la double intention des procureurs, Lula a renoncé au bénéfice auquel il avait droit pour progression de la peine et a appelé au plein rétablissement de sa liberté. Une fois de plus, il a clairement indiqué qu'il n'échangerait jamais sa dignité pour la liberté et qu'il n'accepterait pas de faveur. « Il appartient maintenant à la Cour Suprême de corriger ce qui est mal pour une justice indépendante et impartiale ». (...) Dans la lettre, Lula indique « les procureurs de « Lava Jato »* devraient présenter leurs excuses au peuple brésilien, aux millions de chômeurs et à ma famille, pour le mal qu'ils ont fait à la démocratie, à la justice et au pays ». (...)



L'ancien président reconnaît dans le message qu'il a pleinement conscience des décisions qu'il a prises et souligne qu'il n'y aura pas de répit tant que la vérité et la justice n'auront pas été rétablies. (...) Il n'accepte aucune condition imposée par l'État. (...) La proposition

de régime semi-ouvert, signée par Dallagnol, ne répond pas non plus à la demande de Lula de révoquer complètement son arrestation arbitraire (...). »

* Chargés de l'enquête fédérale concernant l'affaire PETROBRAS





QUATRE SERPENTS IDEOLOGIQUEMENT VENIMEUX SONT EN PASSE D'ETRE DEFINITIVEMENT CHASSES DE NOTRE PAYS !

Et dire qu'il y a des gens qui prennent leur plume pour défendre l'idée que, par respect de l'histoire, on devrait pouvoir continuer à arborer sur des édifices publics ou à vendre des produits censés représenter la Martinique, la représentation du pavillon qui flottait sur les navires négriers, ceux qui amenaient dans notre pays les africains esclavagisés. Défendraient-ils la même position si la SNCF, dont les trains qui conduisait les juifs vers les camps de concentration, prétendait afficher la croix gammée, au nom du respect de l'histoire ! Fort heureusement, la jeunesse martiniquaise a pris le combat en main et impose le respect de notre dignité dans les commerces qui s'entêtent à poursuivre leur honteuse vente d'un symbole esclavagiste. Nous vous proposons le reportage d'un participant :

« Samedi 28 septembre, nous étions un groupe de Martiniquais, des jeunes en majorité, à nous rendre au quartier « la Poterie » des Trois-îlets dans différents commerces, gérés en majorité par des Français et quelques Martiniquais, pour exiger que soient retirés de la vente tous les produits faisant l'apologie des « quatre serpents ». Les commerçants ont eu une attitude convenable. Le seul d'entre eux qui en avait encore à l'étalage les a retirés.

Puis nous nous sommes rendus sur le port du Marin. Là, il y avait une plus forte hostilité des commerçants envers notre délégation. Nous avons pu relever une cinquantaine d'objets arborant le symbole représentant le pavillon esclavagiste. Ils ont été prélevés et mis dans un sac poubelle. Nous avons obtenu que ces commerçants affichent désormais un message disant qu'ils ne vendront plus ces produits. Enfin, nous avons visité un troisième lieu : le restaurant « Subway » sur la route de Cluny. Le propriétaire du restaurant étant absent, le personnel a contacté le gérant. Le monsieur est arrivé très arrogant, conscient qu'il faisait l'apologie d'un crime contre l'humanité, puis qu'il y a seulement quelques mois, qu'il a fait imprimer le symbole des quatre serpents sur le tee-shirt porté par le personnel, leur signifiant en quelque part qu'ils étaient encore asservis.

Rappelons que, suite aux multiples dénonciations et à son interpellation directe par un journaliste, Le Président Français, Emmanuel Macron, avait déjà dû ordonner que ce symbole soit retiré de l'uniforme des gendarmes !



Au début de la discussion, il a tenté de minimiser la portée de ses actes, prétextant que ce « drapeau » représentait la Martinique. Mais après 2 heures d'attente et de discussion, il a accepté, pas de gaieté de cœur bien sûr, dans un premier temps, de ne plus imposer cette abomination sur la tenue du personnel et, dans un deuxième temps, de mettre sur la caisse du restaurant un message où il s'excusait auprès du peuple Martiniquais.

Cela prouve qu'il y a beaucoup de Français, heureusement pas tous, qui ont très peu de considération pour les Martiniquais. De toute façon, nous continuerons la lutte pour que soit banni ce pavillon symbole d'un crime contre l'humanité. »

- Le mercredi 3 octobre, en marge de la mobilisation des policiers sur leurs conditions de travail, un syndicaliste policier a dénoncé la présence de l'emblème des quatre serpents sur le fronton du commissariat de Fort-de-France. Quelques jours après, il en a été retiré.



MAURICE BISHOP, SOLDAT DE LA REVOLUTION

Le 19 août 2019, il y avait exactement 36 ans qu'était assassiné le grand révolutionnaire Grenadien, Maurice BISHOP. « Jik An Bout » a choisi d'honorer sa mémoire en reproduisant un document relevé sur le site « investig'action » dans la rubrique « L'autre histoire ». Il s'agit d'un article de Cris Gonzales rédigé pour « Le journal de notre Amérique ».

« Le 13 mars 1979, des membres de l'Armée de libération nationale, la branche armée du mouvement New Jewel (NJM en anglais), ont attaqué la caserne des Forces de défense de la Grenade (GDF en anglais) à True Blue et ont déclenché la Révolution à Grenade.

Le Gouvernement révolutionnaire du peuple (PRG en anglais) est formé avec Maurice Bishop comme Premier ministre. Bishop a déclaré dans son discours à la nation sur les ondes de Radio Free Grenada le 13 mars que « cette révolution est pour le travail, pour la nourriture, pour des logements et des services de santé décentes, et pour un avenir radieux pour nos enfants et nos arrière-petits-enfants. » Découvrez ce témoignage en exclusivité de Carlton Briggs, compagnon d'armes du regretté Maurice Bishop.

« Je me suis engagé en politique au milieu des années 1970, lorsque j'étais un militant du mouvement New Jewel dirigé par Maurice Bishop et j'ai pris part à la préparation des élections générales de 1976.

J'ai grandi en voyant les erreurs et les fautes commises par le gouvernement d'Eric Gairy, mais avant cela, mes grands-parents et mes parents, en particulier ma mère, étaient des partisans du Parti national grenadien, qui représentait



la classe ouvrière et les paysans qui s'opposaient à Gairy, donc j'ai grandi comme un opposant à Gairy. Pour ces raisons, lorsque le mouvement Jewel est apparu, soudainement appelé New Jewel, je me suis identifié à sa politique et à son programme, et c'est pourquoi j'ai dû rester avec eux.

J'ai commencé par aider à l'impression des informations et je suis devenu membre du groupe de soutien dans la région où je vivais. Après cela, j'ai été membre de la Milice populaire pour défendre la Révolution. En 1981, j'ai rejoint l'Armée révolutionnaire du peuple (RAP en anglais) en tant que soldat régulier. Mais j'ai poursuivi mon travail politique là où je vivais.

Je connaissais Maurice depuis 1974; j'étais au lycée. Il est revenu d'Angleterre et a commencé à mo-

biliser des étudiants et des ouvriers dans ses combats. Il les a entraînés dans des luttes pour de meilleures conditions de travail et des hausses de salaire.

J'ai participé aux préparatifs pour les élections nationales, j'étais assis à côté de lui dans les réunions, discutant de la façon de faire les choses et de comment avancer.

Le 13 mars 1979, nous sommes allés à la maison de la radio, prise à ce moment-là par les révolutionnaires de Maurice, Unison Whiteman, Bernard Coard et d'autres qui étaient là-bas. On m'appelait la ruche de la révolution. Nous étions armés et ils nous ont donné différentes tâches. Quelque chose de bon se passait, nous continuons à accomplir au quotidien les tâches de la Révolution dans l'Armée révolutionnaire. Plus tard, on me confia, à moi et à d'autres camarades, la tâche d'organiser la Milice populaire.

Maurice est devenu un danger pour les États-Unis parce qu'il parlait aux pauvres, aux Noirs, et qu'il le faisait en anglais »

Maurice était conscient des menaces auxquelles la Révolution devait faire face et nous devons être prêts à la défendre. Ensuite, les principales idées, réflexions et responsabilités étaient : enseigner au peuple ce qu'était la Révolution et

lui faire savoir qu'elle peut affronter les menaces. Nous avons fait beaucoup de choses nécessaires pour la Révolution. Lorsque l'invasion a eu lieu, les Nord-Américains pensaient que ce serait facile de nous envahir parce qu'ils sont l'armée la plus puissante au monde.

Malheureusement, ou pas, je n'étais pas là en octobre 1983 lorsque la Révolution a été détruite et lorsque le pays a été envahi, mais étant soldat à ce moment-là, parce que j'étais entré dans l'armée en 1981, j'ai compris pourquoi les envahisseurs ont pris le temps pour contrôler le pays et pourquoi ils ont subi tant de pertes humaines. Les partisans de la Révolution, en particulier les membres de la RAP, étaient assez capables et ils défendraient la Révolution aussi loin qu'ils le pourraient. Nous n'espérions pas gagner ou l'emporter sur l'armée des États-Unis, mais nous savions que nous pouvions résister et mener une bonne bataille.

J'ai été témoin de ce qui a été fait pendant quatre ans et demi dans le gouvernement, entre le 13 mars 1979 et octobre 1983. Tous les progrès que nous avons accomplis, l'aéroport, la construction de nouvelles routes, d'écoles, de maisons, les améliorations dans l'agriculture,

dans les méthodes de culture. Je suis conscient de tout cela.

Nous savions ce qui allait se passer, ce qui s'est finalement produit, les améliorations. En tant que Grenadiens, nous le souhaitions et donc nous devons le défendre. Nous avons confiance dans notre combat, nous savions ce que nous défendions, la Révolution. Beaucoup de gens se rappellent ces quatre années avec amour et personnellement, je ressens que la Révolution est toujours là, pas dans la politique, mais qu'il en reste quelque chose.

Maurice est devenu un danger pour les États-Unis parce qu'il parlait aux pauvres et aux Noirs et qu'il pouvait le faire en anglais. Il pouvait faire connaître tous les progrès de la Révolution grenadienne aux pays anglophones. D'innombrables communautés ont suivi notre exemple, comme le Nicaragua, le Cap Vert, la Guinée-Bissau et d'autres pays africains; ils ont dit que si Grenade pouvait faire ceci et cela, ils le pouvaient aussi. Je crois que c'est le peuple qui a subi les conséquences principales de l'intervention militaire, elle a détruit la vie, les processus, et les dommages psychologiques ont été terribles. On ressent une énorme impuissance parce qu'on ne peut rien faire pour arrêter cette destruction massive.

Fin août 1983, nous sommes allés à Cuba pour nous préparer et là, nous avons été surpris par l'arrestation et, pire encore, par la mort de notre dirigeant. Cela a été un moment dur pour nous. Nous ne trouvions pas d'explication. Que s'était-il passé exactement? Pourquoi, lorsque nous avons quitté Grenade pour Cuba, je n'ai vu aucune difficulté et il était clair que la Révolution prenait une longueur d'avance, elle promettait de financer l'aéroport pour la célébration du cinquième anniversaire de la Révolution en mars 1984. Les événements d'octobre m'ont choqué tout comme les autres camarades.

Ce matin, je me rappelle qu'en tant que soldats à l'entraînement, nous voulions retourner chez nous et participer à la défense. Mais les Cubains nous ont expliqué que ce n'était pas possible, Grenade avait été envahie et il y avait la guerre. Tout était dramatique; nous espérions retourner pour défendre la Révolution bien que nous sachions qu'elle avait été détruite le 19 octobre lorsque Maurice et ses autres camarades avaient été assassinés.»



SUGGESTION DE LECTURE

☞ <https://www.legrandsoir.info> / *L'Union doit être notre combat* par Michel TAUPIN

☞ <https://www.mondialisation.ca/> / *La "mission civilisatrice" de la colonisation est en fait un projet de dé-civilisation* / Entretien avec Saïd Bouamama.

AGENDA



Le CNCP a le plaisir d'inviter tous ceux et toutes celles qui partagent la volonté de construire une société plus équitable, plus solidaire, respectueuse de l'environnement, du vivant et de l'intérêt des générations futures à la rencontre de restitution publique du résultat des travaux de la XVI^{ème} Assemblée des Comités Populaires qui se tiendra :

**Dimanche 10 Novembre 2019 - de 9h00 à 13h00
Au Centre administratif du bourg des Trois-îlets.**

Thème :

Avançons ensemble pour vivre mieux.

Programme

- * 9h00 : Accueil des invités
- * 9h30-10h30 : Interventions
- * 10h30-11h30 : Echanges avec les participants
- * 11h30 : Pot convivial
- * 13h00 : Repas au lotissement La Haut de Rivière Salée (sur réservation).

Contacts : 0696.332.632 / cncpmartinique@gmail.com



A découvrir sur www.jikanbouttv.com



Les rubriques suivantes :

- Actualités / Connaissance du monde
- Culture / Initiatives alternatives / Luttés populaires
- Mémoire des peuples / Politique / Réflexion et débats.

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com



Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)

